

**PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION  
DU CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE**

**TENUE À LA SALLE DU CONSEIL  
575, RUE SAINT-AMABLE  
BUREAU RC-01  
QUÉBEC (QUÉBEC)**

**LE 17 MARS 2005**

**Adopté tel que rédigé à la séance du Conseil du 7 juin 2005**

Présences :

Membres du Conseil : Monsieur Laurent McCutcheon, président

M<sup>e</sup> Marie Beaudoin  
M<sup>e</sup> Micheline Bélanger  
M<sup>e</sup> Monique Corbeil  
M<sup>e</sup> France Desjardins  
M<sup>e</sup> Jacques Forgues  
Monsieur Joseph Gabay  
M<sup>e</sup> Hélène Gouin  
Madame Anne-Marie Lemieux  
Monsieur Jeannot Richard  
M<sup>e</sup> Andrée St-Georges

M<sup>e</sup> Francine Fortin-Lacroix, secrétaire

Invitées : M<sup>e</sup> Sylvie Gosselin, avocate  
M<sup>e</sup> Sophie Vaillancourt, adjointe au président

Absence : M<sup>e</sup> Gérald Bernard

### 1.1 Ouverture de la séance

Monsieur Laurent McCutcheon, président du Conseil, souhaite la bienvenue aux membres et les remercie de leur présence.

### 1.2 Adoption de l'ordre du jour de la séance publique

Sur la proposition de M<sup>e</sup> Micheline Bélanger, appuyée par M<sup>e</sup> Marie Beaudoin, l'ordre du jour de la séance publique est adopté.

### 1.3 Adoption du procès-verbal de la séance publique du 20 janvier 2005

Il est mentionné que le rôle respectif de chacun des membres au sein du Conseil sera examiné lors d'une prochaine séance.

Pour cette occasion et pour aborder d'autres sujets à déterminer, un conférencier externe pourrait être invité.

Sur la proposition de M<sup>e</sup> Monique Corbeil, appuyée par madame Anne-Marie Lemieux, le procès-verbal de la séance publique du 20 janvier 2005 est adopté.

### 1.4 Sujets d'information

#### ➤ Nominations au ministère de la Justice

Le 18 février 2005, monsieur Yvon Marcoux a été nommé ministre de la Justice en remplacement de monsieur Jacques Dupuis. Par ailleurs, le 7 mars 2005, madame Danièle Montminy a été nommée sous-ministre de la Justice par intérim. M<sup>e</sup> Louis Dionne, qui occupait ce poste, a été nommé sous-ministre au ministère de la Sécurité publique.

Des exemplaires du nouvel organigramme du ministère de la Justice sont distribués aux membres.

Une lettre a été transmise au nouveau ministre de la Justice afin de l'informer de la situation des membres dont les mandats sont échus et des postes vacants au sein du Conseil.

➤ **Démission de M<sup>e</sup> Laurence Demers**

Le 12 février dernier, M<sup>e</sup> Laurence Demers écrivait au ministre de la Justice pour lui annoncer son intention de démissionner de son poste de membre du Conseil. Une copie de cette lettre a été transmise à monsieur Laurent McCutcheon, président du Conseil, accompagnée des remerciements de M<sup>e</sup> Demers.

Ces deux lettres sont distribuées aux membres du Conseil.

Sur la proposition de monsieur Laurent McCutcheon, appuyée par M<sup>e</sup> Andrée St-Georges, il est résolu de remercier M<sup>e</sup> Laurence Demers pour sa sagesse et sa longue expérience dont les membres du Conseil ont pu bénéficier depuis plus de six ans.

➤ **Membre représentant les commissaires de la Commission des relations du travail**

M<sup>e</sup> Pierre Cloutier a été désigné pour agir à titre de membre du Conseil à la suite d'une consultation de l'ensemble des commissaires de la Commission des relations du travail. Le 22 février 2005, M<sup>e</sup> Andrée St-Georges écrivait au ministre de la Justice pour requérir sa nomination par le gouvernement.

➤ **Frais de déplacement**

Compte tenu de la fin prochaine de l'exercice financier 2004-2005, il est demandé aux membres de transmettre dès que possible à la permanence du Conseil toutes leurs réclamations pour frais de déplacement ou honoraires.

➤ **Rapport annuel de gestion du Conseil**

Le rapport annuel de gestion du Conseil pour l'exercice 2003-2004 n'ayant pas encore été déposé à l'Assemblée nationale par le ministre de la Justice, il est rappelé que ce rapport doit demeurer confidentiel.

➤ **Revue de presse**

Présentation : M<sup>e</sup> Sylvie Gosselin

M<sup>e</sup> Gosselin présente les articles de presse, la doctrine et la jurisprudence récente relatifs aux activités du Conseil.

**1.5 Calendrier des séances**

En raison de la tenue de l'assemblée générale des membres du Tribunal administratif du Québec, la séance prévue le 9 juin 2005 aura plutôt lieu le 7 juin 2005, à Québec.

**1.6 Varia de la séance publique**

Il n'y a aucun item à cette rubrique.

Fin de la séance publique à 10 h 45.

**En raison de la résolution adoptée le 29 avril 1999, les membres du Conseil siègent à huis clos pour l'adoption du procès-verbal de la séance tenue à huis clos le 20 janvier 2005 et pour l'examen des plaintes.**

**Résultat de la séance à huis clos :**

**Adoption de l'ordre du jour de la séance à huis clos**

Sur la proposition de M<sup>e</sup> Jacques Forgues, appuyée par madame Anne-Marie Lemieux, l'ordre du jour de la séance à huis clos est adopté tel que modifié.

**Adoption du procès-verbal de la séance tenue à huis clos le 20 janvier 2005**

Sur la proposition de monsieur Joseph Gabay, appuyée par M<sup>e</sup> Jacques Forgues, le procès-verbal de la séance tenue à huis clos le 20 janvier 2005 est adopté.

**Suivi des enquêtes dans les dossiers n<sup>os</sup> 136 et 153****Dossier n<sup>o</sup> 136 :**

M<sup>e</sup> Hélène Gouin, présidente du comité d'enquête, indique que l'audience a été fixée au 28 octobre 2005.

**Dossier n<sup>o</sup> 153 :**

M<sup>e</sup> Andrée St-Georges, présidente du comité d'enquête, indique que la cause est en délibéré.

**État des dossiers de plaintes**

Des 186 plaintes déposées depuis la création du Conseil, 17 sont actuellement en traitement :

- deux plaintes font l'objet d'un comité d'enquête, soit les dossiers n<sup>os</sup> 136 et 153;
- les dossiers n<sup>os</sup> 170, 171 et 175 ont été remis à l'ordre du jour de la présente séance;
- cinq nouvelles plaintes sont à l'ordre du jour de la présente séance (dossiers n<sup>os</sup> 163 et 176 à 179);
- les dossiers sont incomplets pour l'examen des plaintes n<sup>os</sup> 180 à 186.

**Examen des plaintes n<sup>os</sup> 163, 170, 171 et 175 à 179**

Six plaintes sont déclarées irrecevables au sens de l'article 185 de la *Loi sur la justice administrative*.

Dans deux autres dossiers, l'examen de la plainte a été remis à la prochaine séance afin de permettre aux membres d'obtenir des précisions quant aux faits allégués.

Fin de la séance à huis clos à 14 h 30.

La secrétaire du Conseil,

Francine Fortin-Lacroix, avocate